



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie commercialement par :
Mme. Marion BOUYER
Service des Marchés et Achats
Téléphone : 01.69.08.84.73
marion.bouyer@cea.fr

Prestation de Tierce Maintenance Applicative (TMA) pour le Maintien en Conditions Opérationnelles et de Sécurité (MCO/MCS) des solutions HR ACCESS, Allshare, Qlik

Référence : projet de marché n°B25-02839-MB

**Marché classifié SECRET
SANS détention d'ISC**

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Monsieur / Madame, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

Ou si groupement

- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de
- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	5
ARTICLE 5 - CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	7
ARTICLE 6 - PHASE DE REVERSIBILITE SORTANTE (OPTION 3)	10
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	10
ARTICLE 8 - QUALITE	11
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES.....	11
ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE	12
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	14
ARTICLE 12 - REUNIONS	15
ARTICLE 13 - RECEPTIONS.....	18
ARTICLE 14 - GARANTIE	18
ARTICLE 15 - MONTANT.....	19
ARTICLE 16 - REVISION	20
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION	21
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT	23
ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE	23
ARTICLE 20 - PENALITES.....	23
ARTICLE 21 - PROTECTION DU SECRET.....	24
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	27
ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)	29
ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	30
ANNEXE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	31

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation d'une prestation de Tierce Maintenance Applicative (TMA) pour le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité (MCO/MCS) des solutions HR ACCESS, Allshare, Qlik.

1.2 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction des Systèmes d'Information (DSI), Service Applications, Progiciels et Plateformes (SAPP).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le plan contractuel de sécurité (PCS) référençant le présent marché signé par les parties ;
- L'accord de confidentialité ;
- le dossier de consultation du CEA référencé B25-02839-MB, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées des pièces suivantes :
 - le cahier des charges référencé **DSI-SAPP-2025-020** du **30/07/2025**,
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021 ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du **(à compléter par le soumissionnaire).**

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

Le présent marché de TMA comprend les actions suivantes :

- ✓ **Maintenance corrective** : assistance à l'infogérant pour la résolution des incidents, anomalies ou erreurs. Inclut l'analyse, la correction, la validation et la documentation.
- ✓ **Maintenance évolutive** : prise en charge des demandes de nouvelles fonctionnalités ou modifications réglementaires.
- ✓ **Maintenance adaptative** : adaptation aux changements d'environnement (OS, navigateurs, middleware, DSN).
- ✓ **Maintenance préventive** : actions visant à prévenir les incidents, améliorer la performance, l'intégrité des données et la sécurité. Peut faire l'objet de campagnes planifiées.

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative :

3.1 Partie forfaitaire

Les prestations de la partie forfaitaire se déclinent comme suit :

- **Tranche ferme** portant sur l'exécution des prestations forfaitaires pour une durée prévisionnelle courant du 01/07/2026 au 30/06/2028, dont les phases et livrables sont détaillés dans le cahier des charges correspondant :
 - Phase 1 – Démarrage du marché ;
 - Phase 2 – Prise en charge initiale ;
 - Phase 3 – Mise en œuvre opérationnelle : maintenances correctives, adaptative et préventive.

NOTA : le paiement du forfait se fera au prorata temporis en fonction de la date effective de démarrage du marché.

- **Les options suivantes** :
 - Option 1 : prolongation de la durée du marché – phase 3 opérationnelle - d'un an ;
 - Option 2 : prolongation de la durée du marché – phase 3 opérationnelle – d'un an l'issue de l'option 1 ;
 - Option 3 : phase 4 de « réversibilité sortante ».

Chaque option pourra être levée séparément selon les modalités suivantes :

- Option 1 et 2 : pourra être levée par le CEA, par courrier, dans un délai de 2 mois avant l'échéance du marché,
- Option 3 : la décision de levée l'option, prise par le CEA, sera adressée au Titulaire par courrier, dans un délai de 2 mois avant le démarrage des prestations de l'option et avant la fin d'exécution du marché partie ferme ou option (en cas d'affermissement).

3.2 Partie estimative

Les prestations de la partie estimative se déclinent comme suit :

- des prestations sur bordereau de prix **concernant la maintenance évolutive (les évolutions de la réglementation et des fonctionnalités)**,
- des prestations sur devis préalables relatives à des maintenances évolutives ou adaptatives complexes en mode projet.

3.2.1 Prestations sur bordereau de prix

Le Titulaire pourra être amené à réaliser les unités d'œuvre suivantes :

N°	Intitulé	Unité d'œuvre
1	Evolution nécessitant 0.5 J de charge	UO_Simple
2	Evolution nécessitant 2 J de charge	UO_Moyenne
3	Evolution nécessitant 5 J de charge	UO_Complexe

Ces prestations seront rémunérées sur la base des bordereaux de prix unitaires (BPU) mentionnés à l'article « Montant » du marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par ordre de service (OS) dont le modèle figure en en annexe.

Les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des BPU sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans le marché initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,
- le chiffrage des BPU complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement ou du montant d'une prestation sur devis préalable générée dans le cadre de l'exécution du marché (FDMDP) et ayant un objet similaire,
- à titre exceptionnel, le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouveaux BPU sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

3.2.2 Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables portent sur des modifications mineures ou des prestations supplémentaires non couvertes par les Spécifications Techniques que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire dans les conditions définies par le marché.

Le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- le nombre de jours ou le nombre d'heures d'intervention par qualification, les taux journaliers ou les taux horaires (conformément aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dont le modèle figure en annexe du présent marché, adressée au Titulaire et faisant référence au devis présenté.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 **Connaissance des lieux et de l'environnement**

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance des installations, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 **Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

4.4 **Obligations des parties concernant le traitement des données à caractère personnel**

Les clauses, objet de l'annexe intitulée « obligations relatives au traitement de données à caractère personnel » définissent les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel.

ARTICLE 5 - CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution du présent marché, à limiter ses impacts environnementaux (optimisation des déplacements, utilisation de véhicules à faibles émissions etc.).

Il s'engage également, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire produira, à la date anniversaire du marché, une note annuelle retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période.

ARTICLE 6 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

NB : cette clause sera complétée/adaptée dans le marché final en fonction des engagements pris par le Titulaire dans son offre

Le CEA dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, incite à faire application de l'Article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans ce marché public une clause sociale d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Au-delà de l'exigence de réalisation des heures d'insertion, le CEA souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value, que ce soit au Titulaire ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause.

Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base, non seulement des formations apportées (par le Titulaire ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Ainsi, une évaluation régulière doit pouvoir être réalisée avec le(s) bénéficiaire(s).

Le(s) bénéficiaire(s) pourront bénéficier durant la période du marché de l'accompagnement des opérateurs d'insertion, des aides à la formation et des prestations du service public de l'emploi (Pôle Emploi, Maison de l'Emploi, Mission Locale, CCAS, MEIF...).

6.1 Le volume d'heures d'insertion à réaliser

Le Titulaire s'engage à réaliser XXXXX heures d'insertion durant la tranche ferme, reconduit au prorata en cas de levée des options de prolongation (*ce volume d'heure sera adapté dans le marché final sur la base des éventuels engagements pris par le Titulaire dans son offre*). A l'issue de chaque année d'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes en insertion.

Le Titulaire peut réaliser ses obligations d'insertion pendant l'exécution du marché, à l'occasion de la vacance ou de la création d'un poste de travail notamment. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion pour les publics éligibles mentionnés ci-dessous.

Si une partie des prestations est sous-traitée, le Titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant, si celui-ci est concerné au vu des prestations qui lui sont confiées.

La part des heures d'insertion sous-traitées doit l'être en proportion de la part d'activité sous-traitée.

Le titulaire reste l'unique et seul responsable de l'exécution de la clause d'insertion vis-à-vis du CEA.

6.2 Publics éligibles à la clause sociale d'insertion

Le Titulaire devra impérativement faire appel à une / des personne(s) relevant des catégories suivantes pour la réalisation de la clause d'insertion :

- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ; salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
 - Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnées à l'article L .5132-4 du code du travail, c'est-à-dire ;
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
 - Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion et de Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
 - Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).
- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
 - Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
 - Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
 - Personnes ayant obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail orientées en milieu ordinaire et demandeuses d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
 - Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 - Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
 - Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi et en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
 - Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

6.3 Les modalités de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion

Le Titulaire devra réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous.

Ainsi, pour satisfaire son engagement, le Titulaire pourra :

- 1^{ère} modalité : Embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans. Les heures de formation réalisées durant le contrat de travail sont valorisables sur justificatifs ;
- 2^{ème} modalité : Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).
- 3^{ème} modalité : Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT).

6.4 Le contrôle et le suivi des heures d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le Titulaire s'est engagé.

A cet effet, il produit un mois avant la revue de contrat annuelle tous les renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Si le Titulaire passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés au CEA par ladite structure ainsi que les relevés des heures réalisées.

La durée maximum de prise en compte des heures travaillées et des heures de formation au titre de la clause d'insertion est de 36 mois. Dans le cas d'un marché d'une durée supérieure à 36 mois, la valorisation des heures reconduite au prorata temporis pourra être comptabilisée jusqu'au terme du marché.

Les justificatifs à produire en phase d'exécution du marché sont par exemple : fiches de suivi des heures d'emploi et de formation, attestation de formation, contrat de travail en alternance.

A l'issue du marché, le Titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le CEA peut à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec le Titulaire attributaire.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues l'article 19 du présent marché.

Par ailleurs, lorsque le Titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le CEA.

Le suivi des heures fera également l'objet d'un bilan annuel.

6.5 Conditions de suspension de l'application de la clause d'insertion

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture

d'une procédure de redressement judiciaire, le CEA peut décider de suspendre l'exécution de la clause sociale d'insertion. Cette décision est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis par la DDETS ou le juge.

La suspension entraîne la réduction du volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion, au *pro rata temporis*. Le volume d'heures contractuel est d'abord ramené à un volume moyen journalier au vu de la durée du marché du Titulaire. Ce volume moyen journalier est ensuite multiplié par le nombre de jours ouvrés validés au titre des difficultés économiques. Ce produit est alors déduit du volume global.

ARTICLE 7 - PHASE DE REVERSIBILITE SORTANTE (OPTION 3)

A l'échéance de la partie ferme du marché, le Titulaire pourra être amené, à la demande du CEA, à effectuer une prestation de réversibilité sortante consistant à transférer les connaissances qu'il aura acquises, au Titulaire entrant, au CEA ou tout autre tiers sous forme d'assistance technique.

7.1 Durée de la réversibilité sortante

La durée de la réversibilité sortante est de 3 mois avant la fin de la tranche ferme (ou de la ou des options de reconduction affermie(s)) du présent marché.

7.2 Obligations et responsabilités pendant la période de réversibilité sortante

Préalablement au démarrage de l'option de réversibilité, au moins 30 jours avant, le Titulaire (prestataire sortant) soumettra à l'approbation du CEA un programme de transition et de formation exposant les missions précises et les modalités de transfert de compétences et de connaissances des prestations ainsi que l'organisation associée à cette phase de réversibilité. Le Titulaire sortant s'engage à participer à toutes les réunions organisées par le CEA à cet effet et dont la date et la durée auront été fixées à l'avance.

Par ailleurs, la présence simultanée de plusieurs entreprises constituant une co-activité, un plan de prévention spécifique à la période de réversibilité sera établi par le CEA dès le début de cette période. Le Titulaire sortant ne saurait être tenu responsable des manquements dus à l'intervention d'un tiers du fait cette co-activité.

ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

8.1 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

8.2 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition par le CEA de moyens sont définies à l'article 19 des CGA.

Le CEA confie au Titulaire à titre gracieux le ou les locaux déterminés lors de la réunion d'enclenchement. Le Titulaire s'engage à quitter les lieux à compter de la date de fin du présent marché.

8.3 Horaires

8.3.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Les jours de fermeture pour les années suivantes seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

Le Titulaire intervient de manière nominale de 8h30 à 19h00 du lundi au vendredi. Si le CEA en fait la demande ou si le Titulaire souhaite réaliser sa prestation en dehors de ces horaires de travail, ou sur un jour programmé de fermeture du CEA, tout en restant dans la plage horaire d'ouverture, il doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA. Dans tous les cas, les horaires d'intervention sont définis et mentionnés au plan de prévention.

Si exceptionnellement un travail doit être effectué ou se prolonger en dehors de ces horaires, le responsable du Titulaire doit à nouveau obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA.

8.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 9 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 (dernières versions en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 10 - REMISE DE LIVRABLES

10.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques.

10.2 Validation et support des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

10.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

10.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 11 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE

11.1 Délais d'exécution

11.1.1 Prestations forfaitaires

Le Titulaire s'engage à respecter les délais de remise des livrables et d'exécution des prestations mentionnés dans les Spécifications Techniques ainsi que le présent marché. T0 étant la date de démarrage du marché (date prévisionnelle au 01/07/2026).

Le soumissionnaire précisera le délai de mobilisation de l'équipe dédiée dans le cas où la fin de la phase VSR du projet Convergence serait décalée.

Les délais d'exécution par phases sont les suivants :

Phases	Livrables correspondants, tels que listés dans le cahier des charges	Délais d'exécution
Phase 1 : Démarrage du marché	<ul style="list-style-type: none">- Indicateurs de pilotage- Modèle de support mensuel comprenant (indicateurs clés, SLA, tickets) pour le COPIL- Plan de gestion des compétences	T0 + 2 semaines

	<ul style="list-style-type: none"> - Planning de charge prévisionnelle (ateliers, objectifs, livrables...) pour la phase de prise en charge - Modèle de gestion de la complexité 	
Phase 2 : Prise en charge initiale	Dossier de prise en charge initiale comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"> o Plan Contractuel de Sécurité o Plan assurance qualité o Plan de réversibilité 	T0 + 3 mois = T1
Phase 3 : Opérationnelle (FERME et 2 années de reconduction en OPTION)	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour de la documentation (pour chaque correctif, évolution) - Utilisation de Service Snow (en continu) - Fourniture du reporting contractuel (documents préparatoires et comptes rendus des comités y compris des indicateurs) - Plan de réversibilité en fin de marché (méthodologie, transfert de compétences, documentation) – à fournir à la fin de la première année de la phase opérationnelle. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pendant toute la durée du marché dans la fréquence définie contractuellement à savoir : - CAB : participation ponctuelle, avec support de présentation à fournir si nécessaire. - COPIL : support le 5ème jour ouvré du mois en cours, CR dans les 5 jours ouvrés. - COSUI : rapport hebdomadaire, CR dans les 2 jours ouvrés - COTECH : rapport hebdomadaire, CR dans les 2 jours ouvrés. - Respect des délais de réalisation définis au marché
Phase 4 (OPTION) : Réversibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Nettoyage du backlog - Mises à jour de la documentation, nettoyage, classement ; - Mettre à disposition et présenter l'ensemble des livrables (documentation, sources, outils et tout autre livrable) utilisés dans le cadre de la prestation, - Assurer le transfert d'expertise et à répondre à toutes les questions. 	Pendant la phase de réversibilité du marché (3 mois avant la fin du marché en fonction de l'affermissement ou non des OPTIONS de reconduction)

NOTA : Les modalités d'intervention au cours de la phase 3 devront assurer une réactivité optimale.

11.1.2 Prestations sur bordereaux de prix

Le Titulaire s'engage à respecter les délais de résolution suivants, à compter de l'Ordre de Service (OS) correspondant :

UO simple	5 (Jours Ouvrés)
-----------	------------------

UO moyenne	10 (Jours Ouvrés)
UO complexe	20 (Jours Ouvrés)

Le CEA peut qualifier une UO comme urgente. Dans ces conditions, celle-ci doit être priorisée par le titulaire.

11.1.3 Prestations sur devis préalables

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans la FDM DP.

11.2 Durée

La durée prévisionnelle de la tranche ferme du présent marché est fixée pour une période de 24 mois se décomposant de la manière suivante :

- Phase 1 : 2 semaines à compter du 1^{er} juillet 2026 (date prévisionnelle) ;
- Phase 2 : 3 mois à compter du 1^{er} juillet 2026 ;
- Phase 3 : du 01/10/2026 au 30/06/2028 (dates prévisionnelles) à l'issue de la phase 2.

Le délai de mobilisation de l'équipe dédiée dans le cas où la fin de la phase VSR du projet Convergence serait décalée entraînant un démarrage du marché postérieurement au 01/07/2026 est de XXXXXXXX

En cas de levée des options 1 et 2, la durée du marché pourra être prolongée d'une à deux années supplémentaires.

La levée de l'option 3 relative à la réversibilité sortante ne conduit pas à une prolongation de la durée du marché. Celle-ci s'exécute durant trois (3) mois à la fin de la tranche ferme ou des années de prolongation en cas d'affermissement des options 1 et/ou 2.

ARTICLE 12 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Chef de service	M. Pascal GOUTY	01 69 08 23 27	pascal.gouty@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 13 - REUNIONS

13.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

13.2 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay.

Le support de présentation devra être fourni par le Titulaire au plus tard 24 heures avant la tenue de la réunion d'enclenchement.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer :

- L'organisation mise en place pour le projet, les points de contact, la communication au sein des équipes projet, les rôles et responsabilités de chaque acteur,
- Un planning des échéances (phasage, réunions, etc.) pour suivre la bonne exécution du marché et le planning de gestion des compétences, le planning de charge prévisionnelle. Ces plannings seront remis et devront être acceptés par le CEA dans les délais prévus à l'article « délais d'exécution – durée »,
- Une version synthétique des documents de suivi qualité du projet : PAQp avec un focus particulier sur les métriques d'avancement et de qualité des livrables
- Le modèle de tableau de bord synthétique d'avancement des prestations.

13.3 Réunions de pilotage

Conformément aux dispositions des Spécifications Techniques, les réunions de pilotage de la prestation se tiendront tout au long de la durée du présent marché :

- **Le CAB (Change Advisory Board) – participation ponctuelle du titulaire, comité préparé par l'infogérance.**

Le CAB ou comité des changements se réunit une fois par semaine.

Les objectifs du CAB sont les suivants :

- Valider l'opportunité des changements au stade de l'expression de besoin,
- Maîtriser les impacts des changements sur les services en production,
- Vérifier que les changements sont conformes aux engagements coûts, délais et services.

Le CAB est alimenté par :

- Les nouveaux besoins de changement,
- Le plan de production / le planning des interventions,
- Le portefeuille des changements suivis en CAB,
- Les difficultés remontées par le prestataire ou le CEA sur les changements en cours suivis par le CAB.

Les jalons suivants sont présentés en CAB :

- Validation de l'expression du besoin présentée par le CEA ou le prestataire (potentiellement le titulaire de ce marché),

- Autorisation du changement présentée par le CEA,
- Mise en production présentée par l'infogérance,
- Bilan de la mise en production présentée par l'infogérance,
- Bilan du changement présenté par le CEA.

A la clôture des changements, la documentation technique est à jour.

L'ordre du jour du CAB ainsi que l'état du portefeuille des changements suivis en CAB est fourni par l'infogérance au plus tard un jour ouvré avant le CAB.

Le CAB donne lieu à la rédaction d'un compte rendu par l'infogérance sous 1 jour ouvré.

- **Les comités de suivi et de pilotage opérationnel (COSUI) – déjà en place :**

Les comités de suivi et de pilotage opérationnel se réunissent à une fréquence hebdomadaire (tous les mardis 10h00-11h30). Au cours de cette réunion, le prestataire et le CEA suivent les opérations et identifient les risques de perturbations. Les comités de suivi et de pilotage opérationnel n'est pas une instance purement technique, l'organisation proposée par le prestataire doit permettre de réaliser des arbitrages directement en réunion. Le prestataire fait une synthèse des événements marquants relatifs à son activité de la période écoulée.

Support attendu en entrée de réunion :

- Un tableau des incidents bloquants et majeurs de la période (sous responsabilité de l'infogérance),
- Le suivi des problèmes majeurs : identification, analyse/recherche de la cause racine, plan d'action, suivi des actions de résolution,
- Le suivi des changements : état des projets, état des changements ayant une visibilité CAB, état des autres changements, contrats d'engagement à fournir, contrats d'engagements à valider, changements en souffrance et plan d'action, programmation des présentations en CAB
- Indicateurs contractuels et de pilotage
- L'identification des difficultés rencontrées ou potentielles, notamment l'analyse des prestations n'ayant pas été réalisées dans les délais contractuels,
- Le suivi et la programmation des demandes.

Compte rendu de réunion :

Le support présenté en réunion est complété en séance : informations complémentaires, prises de décisions prises en cours de réunion puis est diffusé en sortie de réunion sous 1 jour ouvré. Ce compte rendu est soumis au CEA qui dispose d'un délai de 1 jour ouvré pour l'approuver.

- **Le comité de pilotage (COPIL) – dédié aux prestations du présent marché :**

Le comité de pilotage de la prestation se réunit chaque mois. Il permet au prestataire de présenter une synthèse des résultats obtenus, d'un point de vue contractuel et opérationnel.

Le prestataire transmet au CEA au plus tard le 5ème jour ouvré du mois le support du COPIL présentant les résultats quantitatifs et opérationnels du mois échu.

Le prestataire organisera en accord avec le CEA chaque comité de pilotage au plus tard le 10ème jour ouvré du mois. Le prestataire transmettra le rapport au minimum 2 jours ouvrés avant chaque comité. Le rapport contractuel d'activité est composé :

- des faits marquants et arbitrages à réaliser,
- de l'ensemble des indicateurs contractuels,
- du suivi du plan de gestion des compétences / formation / séniorité et certification idéalement,
- de l'évolution de l'organisation du prestataire sur site et hors site (base arrière),
des factures du trimestre échu (selon les termes du marché).

Le CEA présente dans ce comité les événements ou évolutions connus à moyen terme et qui auront un impact sur la prestation. **Au cours de cette réunion les parties statuent sur le niveau de qualité de service atteint et valident la facture mensuelle.** Les comités de pilotage donnent lieu à la rédaction d'un compte rendu rédigé par le prestataire sous 5 jours ouvrés. Ce compte rendu est soumis au CEA qui dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour l'approuver.

- **Les comités techniques (COTECH) – dédié aux prestations du présent marché (présence infogérance si nécessaire)**
-

Les comités techniques se réunissent à une fréquence hebdomadaire . La fréquence peut varier après accord du CEA.

Leur objectif est de fluidifier le traitement des demandes (backlog...), de gérer les priorités selon les besoins du CEA, l'instruction des problèmes, échanger techniquement sur les incidents marquants. Au cours de ces réunions, le prestataire fait une présentation des événements marquants relatifs à son activité de la période écoulée en s'appuyant notamment sur les éléments suivants extraits de l'outil de gestion des services :

- Retour sur les incidents, demandes, problèmes de la période
- Tableau de bord du domaine (indicateurs, backlog, analyse des alertes dans la supervision sur le domaine...)
- Gestion des performances
- Suivi de la documentation
- Rédaction du compte rendu

13.4 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

13.5 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

13.6 Indicateurs de pilotage

Les indicateurs de pilotage sont les suivants : (à compléter avec l'offre du soumissionnaire).

- Non-respect des procédures de gestion des incidents – **5 points par manquement** ;
- Qualité des services rendus insuffisante (erreurs répétées, corrections incomplètes ou temporaires) – **10 points par manquement** ;
- Taux de respect des SLA <xx% – **10 points pour chaque écart par rapport au seuil de référence** ;
- Ecart dans la disponibilité des ressources par rapport à l'offre du candidat – **10 points par écart** ;

Ces manquements seront notamment évoqués puis consignés dans le compte rendu hebdomadaire du **COSUI**. Le montant de la réfaction sera ensuite déduit sur la facture correspondante.

Il pourront donner à lieu à un réfaction calculée comme suit :

Nombre de points X valeur du point* = montant de la réfaction

**la valeur du point correspond au taux horaire moyen forfaitaire (tous profils confondus).*

ARTICLE 14 - RECEPTIONS

14.1 Réception des prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires du présent marché feront l'objet d'une réception prononcée de manière distincte selon les phases.

S'agissant des phases 1 et 2, la réception sera prononcée, à l'issue de la période d'exécution de chacune de ces phases, après acceptation, sans réserve par le CEA, de la prestation et de l'ensemble des livrables associés.

S'agissant de la phase 3, la réception sera prononcée mensuellement, après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation et de l'ensemble des livrables associés, durant la période considérée.

Nota : La réfaction est la décision prise par le CEA de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, **lorsque les moyens mis en œuvre ou que les prestations livrées ne satisfont pas entièrement au contenu du Plan d'Assurance Qualité ou aux indicateurs de pilotage.**

Le Titulaire sera informé, au préalable, de la mise en œuvre de cette réfaction à l'occasion des réunions mensuelles. Elle sera mentionnée dans le compte-rendu de réunion.

Cette réfaction sera déduite du montant de la facture mensuelle.

14.2 Réception des prestations sur bordereaux de prix

La réception des prestations sur bordereaux de prix sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés.

14.3 Réception sur prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

14.4 Modalités de réception

La réception des prestations forfaitaires, sur bordereaux de prix et devis préalables s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché.

Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 15 - GARANTIE

La garantie portera sur l'ensemble des prestations, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera suivant les conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Le Titulaire s'engage, pendant un délai d'un an à compter de la réception, à corriger toute erreur de son fait à ses frais, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA.

ARTICLE 16 - MONTANT

16.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires

16.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant total des prestations forfaitaires, objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**, en cas de levée de l'ensemble des options.

Ce montant se décompose comme suit :

- au titre des 3 premiers mois d'exécution du marché (phase 1 et 2 – tranche ferme) : € HT, soit un montant au titre de la phase 1 de € HT et un montant au titre de la phase 2 de € HT ;
- au titre des 9 mois d'exécution du marché (phase 3 opérationnelle de la tranche ferme) : € HT, soit un montant mensuel de € HT ;
- au titre de la deuxième année d'exécution du marché (12 mois) : € HT, soit un montant mensuel de € HT ;
- au titre de la 3^{ème} année d'exécution de la phase 3 opérationnelle **(option 1)** : € HT, soit un montant mensuel de € HT
- au titre de la 4^{ème} année d'exécution de la phase 3 opérationnelle **(option 2)** : € HT, soit un montant mensuel de € HT
- au titre de de la phase 4 - réversibilité sortante **(option 3)** : € HT

NOTA : le paiement du forfait sera réglé au prorata temporis en fonction de la date effective de démarrage.

16.3 Prestations sur bordereau de prix

Les prestations sur bordereaux de prix sont plafonnées à la somme de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (OS) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires et forfaitaires suivants :

N°	Intitulé	Unité d'œuvre	€ HT
1	Evolution nécessitant 0.5 J de charge	UO_Simple	
2	Evolution nécessitant 2 J de charge	UO_Moyenne	
3	Evolution nécessitant 5 J de charge	UO_Complexe	

Les UO simples, moyennes et complexes seront décrites par les soumissionnaires (types d'activités entrant dans chaque catégorie).

16.4 Prestations sur devis préalable

Le montant des prestations sur devis préalable est plafonné à la somme de € HT (..... HORS TAXES).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA (FDMDP) et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les devis sont établis sur la base des taux journaliers suivants :

- Qualification Manager/Superviseur : € HT
- Qualification Chef de projet : € HT
- Qualification Consultant expert : € HT
- Qualification Consultant senior : € HT
- Qualification Consultant junior : € HT

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme.

16.5 Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

16.6 Caractère des prix

Le montant des prestations est réputé être établi sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre finale).

Les montants visés ci-dessus ont un caractère révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre).

ARTICLE 17 - REVISION

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, à partir du mois de XXXXX (mois anniversaire du marché), (soit à compter du mois de XX/XXXX).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{ICHT - N}{ICHT - N_0}$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

$ICHT-N_0$ = valeur de l'indice du coût horaire du travail (ICHT-N) - Services administratifs et de soutien, publiée au Moniteur pour le mois de XXXXX (mois de remise de l'offre),

$ICHT-N$ = dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION

18.1 Echancier de facturation des prestations forfaitaires

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé par le Titulaire (ou le mandataire du groupement), conformément à l'échéancier suivant.

18.1.1 Tranche ferme et option de prolongation (options n°1 et n°2)

Le montant de chacune des phases du présent marché sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

- **Phase 1 - Démarrage du marché** : le montant HT de cette phase et les taxes correspondantes, à terme échu, après réception par le CEA de cette phase ;
- **Phase 2 - Prise en charge initiale** : le montant HT de cette phase et les taxes correspondantes, à terme échu, après réception par le CEA de cette phase ;
- **Phase 3 - Opérationnelle** : les prestations de la tranche ferme et des options de prolongation 1 et 2 (en cas de levée) du présent marché seront facturées *mensuellement* à

terme échu par le Titulaire. Le montant facturé sera de 100% du forfait *mensuel* et les taxes correspondantes, après la réception par le CEA des prestations correspondantes.

18.1.2 Option 3 - réversibilité sortante

La phase 4 relative à la réversibilité sortante sera facturée, toutes taxes incluses, après réception sans réserve par le CEA des prestations et des livrables correspondants, selon les dispositions prévues à l'article « Montant ».

18.2 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereau de prix seront facturées mensuellement à terme échu et toutes taxes incluses, à la réception des prestations réalisées. Elles seront rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

18.3 Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque FDMDP, selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

18.4 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

(à compléter par le soumissionnaire)

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

18.5 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 19 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 21 - PENALITES

21.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (tranche ferme, options affermies et prestations hors forfait engagées).

21.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définis dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en euros hors taxes
Retard dans la remise d'un livrable	200 € HT par jour calendrier de retard

Retard dans l'assistance à la résolution des incidents en support à l'infogérance	1 000 € HT par jour calendaire de retard
Ecart lié à la qualité	1 000 € HT par écart
Retard dans la remise d'un devis	50 € HT par jour calendaire de retard
Non respect des délais d'exécution stipulés dans le devis ou retard de résolution d'une UO d'un BPU	200 € HT par jour calendaire de retard
Non respect des délais d'exécution spécifiques à la maintenance réglementaire	10 000 € HT en cas de dépassement du délai

ARTICLE 22 - PROTECTION DU SECRET

1. Le marché est un marché classifié de niveau Secret, au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations et Supports Classifiés (ISC) par le Titulaire.

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des ISC auxquels il a accès au titre du marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de la connaissance et de la détention d'ISC et plus particulièrement :

- les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- le code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du marché et ayant à connaître des ISC doivent préalablement être habilités au niveau requis par le PCS. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement de leurs habilitations.

4. Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité de l'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes estivales, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA. Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du marché. Il la communique au CEA à première demande de ce dernier et également lors de toute mise à jour. Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le marché.

5. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des ISC auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

6. L'exécution du marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du PCS.

7. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du marché, sauf autorisation préalable du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés. Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le PCS.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article. Le Titulaire doit notamment mettre en place un PCS « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FCPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité (PCS). Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des ISC convenues avec le CEA et précisées par la FCPCS.

9. Toute violation ou inobservation par le Titulaire des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du marché en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions du code pénal.



Pour le CEA	Pour le Titulaire
Date, cachet et signature	Date, cachet et signature



ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay.

- 1.2 Lutte contre le travail dissimulé et respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (habilitation médicale) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès aux Centres

Il est préconisé de se rapprocher des interlocuteurs pour avoir les informations propres aux centres concernés.

4. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

6. Suivi médical

6.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

**ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX
OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

ORDRE DE SERVICE N° ...					
Marché n°4000		Titulaire :			
N° UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)	Délais T0* +
Montant total : € HT					
Commentaires :					
T0* étant la date de signature de l'OS					
.....					
.....					
		CEA			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire. Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)

FDMDP N° ...		
Marché n°4000	Titulaire :	
Référence de la spécification technique du CEA :	Référence du devis du Titulaire :	
Montant : € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

ANNEXE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

1. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).
- La décision d'exécution (UE) 2021/915 de la Commission européenne en date du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil et de l'article 29, paragraphe 7, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil.

2. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

Description des opérations réalisées sur les données ¹ :
Qualification des anomalies, vérification du bon fonctionnement des correctifs et évolutions sur données réelles, paramétrage de solutions, correction de données en erreur.
Finalité(s) du traitement ² :
Le sous-traitant intervient dans la sous-partie du traitement de « Gestion de la rémunération des collaborateurs, gestion de la carrière professionnelle des collaborateurs du CEA » qui est réalisée via l'application HRAccess
Type de données à caractère personnel traitées ³ :
Données personnelles RH et paie (dont numéro de sécurité sociale, IBAN, situation familiale, situation handicap, ...)
Catégories de personnes concernées ⁴ :
Tous les collaborateurs CEA sous contrat et les personnels extérieurs (gestion minimale)

¹ Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple, pour une prestation d'infogérance : intervention sur les systèmes d'information, maintenance...

² Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, infogérance, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles ...

³ Les types de données sont principalement : Etat civil, Vie personnelle, Vie professionnelle, Informations économiques et financières, Données de connexion, N° de sécu, Données biométriques, Données génétiques, Difficultés sociales, Données de santé...

⁴ Les catégories de personnes sont principalement : Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires, Clients, Fournisseurs, Visiteurs, Sujets de recherche, Grand public...

Autres précisions ou interdictions⁵ :

Traitements réalisés par le Titulaire en tant que Responsable de traitement

Dans le cas où le Sous-traitant souhaite réaliser des Traitements utilisant des Données fournies par le CEA, décrivant des salariés du CEA, ou collectées au titre de la relation contractuelle avec le CEA, il doit en demander l'autorisation explicite, écrite et spécifique, y compris si le Sous-traitant réalise ces Traitements en tant que Contrôleur.

Procédures administratives

Dans le cas où le Sous-traitant fait l'objet, pendant l'exécution des prestations, d'une procédure administrative de la part d'une Autorité de contrôle de l'Union Européenne, le Sous-traitant a pour obligation d'en informer le CEA. Cette obligation est applicable pour toute procédure liée aux activités du Sous-traitant, y compris en-dehors du présent marché avec le CEA.

Modes opératoires

Le Sous-traitant doit suivre les instructions données par le CEA pour les Traitements.

En l'absence de modes opératoires fournis par le CEA, le Sous-traitant doit proposer un mode opératoire et le faire valider par le CEA avant de le mettre en application.

Dans les cas où le CEA demande des activités sur des Données sensibles, le Sous-traitant devra appliquer des modes opératoires spécifiques restrictifs.

Le Sous-traitant a l'interdiction de réaliser des Traitements en-dehors de l'infrastructure du CEA, à l'exception d'une autorisation explicite et écrite.

Alertes et signalements

Le Sous-traitant a pour obligation d'informer le CEA de tout risque portant sur les droits et libertés des personnes physiques, sur le périmètre des Traitements qui lui sont confiés.

Le Sous-traitant doit signaler au CEA tout écart entre les spécifications validées par le CEA pour un Traitement et le Traitement tel que réalisé dans la pratique par le Sous-traitant. Notamment cette veille inclut les mesures de protection et les catégories de données traitées.

Le Sous-traitant doit signaler au CEA les situations où les informations fournies par les Traitements informatisés ne correspondent pas à la liste donnée par à celles visées par l'Article 13 du RGPD.

Le Sous-traitant informe immédiatement le CEA de toute instruction du CEA qui constituerait une violation du RGPD ou de toute disposition du droit de l'Union relative à la protection des données.

Référentiel de techniques de protection

Dans le cadre des évolutions qui lui sont confiées, le Titulaire doit mettre en place et tenir à jour un référentiel de techniques de protection de la vie privée dès la conception et par défaut. Ce référentiel doit être tenu à disposition du CEA en permanence.

Dès lors qu'un Traitement existant est pris en charge par le Sous-traitant, celui-ci doit analyser et inventorier les écarts par rapport aux principes de protection dès la conception et protection par défaut.

Evolutions des traitements

⁵ Préciser, par exemple, si les données ne sont accessibles que sur site CEA.

Dans le cas de développements réalisés par le Sous-traitant impactant la conformité RGPD, ce dernier doit mettre à jour tout document applicable, notamment :

- Le registre des activités de Traitement ;
- La documentation technique et opérationnelle ;
- La notice d'information des personnes concernées conforme à l'Article 13 du RGPD ;
- La cartographie des flux de Données ;

Dans les développements confiés au Sous-traitant, celui-ci doit mettre en œuvre les techniques associées à la protection dès la conception et à la protection par défaut. En cas de violation de données en lien avec un défaut de conception dans un développement précédemment à la charge d'un des Sous-traitants du marché, le Titulaire sera tenu pour seul responsable.

Devoir de conseil

Le Sous-traitant a un devoir de conseil dans l'amélioration des politiques, processus et modes opératoires du CEA associés aux Traitements.

Le Sous-traitant apporte son expertise en matière de sécurité technique à la définition des mesures de protection des données personnelles.

Le Sous-traitant doit proposer une expertise en protection dès la conception et protection par défaut au CEA, notamment dans le cadre du devoir de conseil.

Sur demande du CEA, le Sous-traitant peut apporter son expertise technique dans le cadre d'analyses d'impact sur la protection des Données. Le personnel intervenant dans ces activités doit être certifié ISO 27005.

Usage de l'Intelligence Artificielle

Le Sous-traitant est autorisé à utiliser des dispositifs incluant de l'intelligence artificielle (Article 3 du RIA) avec les limitations suivantes :

- Utilisation libre sur des données considérées publiques par le CEA (telles que définies par la PSSI du CEA) uniquement si celles-ci n'incluent pas des données à caractère personnel ;
- Si le système d'intelligence artificielle est installé on-premise sur les serveurs du sous-traitant :
 - o Le système d'IA doit être cloisonné des autres clients du prestataire ;
 - o Utilisation autorisée pour des données CEA jusqu'au niveau Diffusion Limitée ;
 - o En cas d'apprentissage par entraînement ou apprentissage réentrant à partir de données du CEA, ce modèle d'IA devient la propriété du CEA, devra être fourni au CEA en fin de prestation, et supprimé des serveurs du Sous-traitant.
- Les données du niveau de sensibilité Confidentiel + Portée doivent être traitées uniquement sur des serveurs hébergés au CEA, via des modèles mis à disposition par le CEA et sur autorisation explicite du CEA.
- Les données protégées comme Diffusion Restreinte et classifiées de Défense ne doivent pas faire l'objet de traitements d'intelligence artificielle.

Pour chaque modèle utilisé, le Sous-traitant doit fournir au CEA les éléments suivants :

- Identification et qualification des acteurs suivants (Article 3 du RIA) : Fournisseur, Déployeur, Mandataire, Importateur, Distributeur, Opérateur ;
- Le niveau de maîtrise de l'IA (Article 3 du RIA) par les personnels du Sous-traitant ;
- Le niveau de classification du risque du système d'IA (Chapitres III, V

- Analyse des risques (Article 3, points 19 et 20 du règlement UE 2019/1020) liés à l'usage du modèle ;
- Les modes opératoires en vigueur appliqués à l'activité du personnel du Sous-traitant faisant usage du modèle, indiquant notamment les données que le personnel est autorisé à communiquer au modèle et les procédures de contrôle de la qualité du modèle.

Engagement de confidentialité du personnel

Le personnel du sous-traitant doit être soumis à une obligation écrite de confidentialité. Le texte de cette clause doit être validé par le CEA.

Formation du personnel

Le Titulaire a pour obligation de former et sensibiliser périodiquement son personnel à la conformité RGPD et RIA. Le personnel doit notamment disposer des connaissances et compétences suivantes :

- Notions de protection de la vie privée et savoir reconnaître le cadre d'application du RGPD dans ses activités de traitement (RGPD, Chapitre I)
 - o Savoir reconnaître une donnée à caractère personnel ;
 - o Savoir ce qui constitue un traitement ;
 - o Savoir reconnaître une catégorie particulière de données à caractère personnel ;
 - o Savoir reconnaître une violation de données à caractère personnel.
- Notions de l'usage de l'intelligence artificielle (RIA)
 - o Savoir ce qu'est une intelligence artificielle ;
 - o Savoir reconnaître une donnée appartenant au CEA ;
 - o Être formé aux risques associés aux intelligences artificielles ;
 - o Connaître les modes opératoires à appliquer en fonction du modèle d'IA utilisé, notamment en matière de protection des données et de contrôle qualité des résultats.
- Notions du contrat d'infogérance
 - o Connaître les obligations en tant que sous-traitant.
- Protection de la vie privée dès la conception et par défaut
 - o Connaître les techniques du référentiel ;
 - o Identifier et appliquer les techniques à l'activité MCO et MCS spécifique à l'intervenant ;
 - o Savoir détecter et signaler un écart entre les techniques et le traitement tel que réalisé ;
- Modes opératoires
 - o Connaître les modes opératoires à appliquer dans le traitement de données personnelles, notamment les violations ;
 - o Le cas échéant, disposer d'une formation spécifique à chaque traitement impliquant des catégories particulières de données à caractère personnel.

Les supports de formation et de sensibilisation doivent être réalisés par le Sous-traitant et validés par le CEA. Dans le cas d'une formation assurée par un organisme extérieur, cette formation doit être certifiée par la CNIL (<https://www.cnil.fr/fr/organismes-certifies-formation>).

Audits de conformité

Le sous-traitant autorise le CEA à mener des audits et des inspections de conformité visant à vérifier, notamment, l'application du RGPD et des dispositions du présent document.

Tableaux de bord

Les informations exigées dans le présent document doivent apparaître dans les tableaux de bord mis à disposition par le Titulaire à destination du CEA.

Notamment les tableaux de bord doivent inclure les informations suivantes :

- Couverture et efficacité des actions de formation et sensibilisation ;
- Registre des activités de traitement ;
- Traçabilité de l'activité liée aux exercices de droit, a minima : délais de prise en charge, délais d'exécution, quantification de la donnée personnelle, estimation des coûts financiers d'exécution.

3. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA**3.1.** Le Titulaire s'engage à :

- a. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la prestation ;
- b. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le CEA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- c. **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- d. Veiller à ce que **les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- e. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** ;
- f. Aider le CEA à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire :
 - L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
 - L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le CEA ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;

- L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le CEA si le Titulaire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;
- Les obligations prévues à l'article 32 du règlement européen sur la protection des données.

3.2. **Données sensibles**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

3.3. **Sous-traitance ultérieure**

Le Titulaire dispose de l'autorisation générale du CEA pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue (**à fournir par le prestataire ; cf. modèle en fin de clause***), et pour les activités suivantes : **toutes activités décrites à l'article 2.**

Le Titulaire informe spécifiquement par écrit le CEA de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins (préciser la durée) à l'avance, donnant ainsi au CEA suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés. Le Titulaire fournit au CEA les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition, notamment :

- Les opérations de vérification de conformité réalisées par le Titulaire concernant le sous-traitant ultérieur ;
- Les preuves de conformité de chaque Sous-traitant ultérieur ;
- La liste exhaustive des Traitements de Données **sensibles** confiés à chaque Sous-traitant ultérieur ;

Lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au Titulaire en vertu des présentes clauses. Le Titulaire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement européen sur la protection des données.

À la demande du CEA, le Titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le Titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du CEA, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe le CEA de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles. Le Titulaire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle - dans le cas où le Titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable - le CEA a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

* Liste des sous-traitants ultérieurs (à fournir par le prestataire) :

Le CEA a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :		
Sous-traitant 1		
Nom :	.....
Adresse :	..... ..... .....
Contact	Nom :	.....
	Fonction :	.....
	Coordonnées :	.....
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :		
Sous-traitant 2		
Nom :	.....
Adresse :	..... ..... .....
Contact	Nom :	.....
	Fonction :	.....
	Coordonnées :	.....
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :		

3.4. Transferts internationaux

Le Sous-traitant a l'interdiction d'opérer des transferts de Données vers des pays tiers ou à des organisations internationales sans autorisation explicite et écrite du CEA. Cette interdiction s'applique quel que soit le niveau de conformité du pays tiers vis-à-vis des Articles 45 à 50 du RGPD.

L'interdiction s'applique notamment au travail à distance de son personnel.

L'interdiction s'applique également dans le cas d'entreprises destinataires soumises à des lois extraterritoriales hors de l'Union Européenne, y compris les hébergeurs Cloud dont le lieu d'hébergement est situé en Union Européenne.

L'interdiction porte également sur les outils et applications « Cloud » utilisés en interne par le Sous-traitant, y compris si celles-ci sont hébergées sur le territoire de l'Union Européenne chez un hébergeur soumis à des lois extraterritoriales.

3.5. Droit d'information des personnes concernées et exercices des droits des personnes

Sur demande du CEA, le Sous-traitant doit assister le CEA dans ses activités liées à la gestion des droits des personnes, sur le périmètre des Traitements confié au Sous-traitant à savoir :

- Rassembler les informations concernant les Traitements réalisés par le CEA et les modalités d'exercice des droits des personnes ;
- Exécuter les opérations liées à l'exercice des droits des personnes, telles que la collecte des données sur une personne particulière, la rectification ou l'effacement de données ;
- Mettre en forme l'information et les données fournies aux personnes concernées, notamment via des modèles standard et l'usage d'icônes (RGPD, Art 12, §7). Le Titulaire a la charge de proposer et mettre à jour ces modèles.

Les communications à la personne concernée sont de la responsabilité du CEA.

Toute demande reçue par le Sous-traitant devra être transférée au CEA. Celle-ci doit obligatoirement être transférée à la DPD du CEA ou au Correspondant RGPD la représentant.

3.6. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : dpd@cea.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

3.6.1. Violation de données en rapport avec des données traitées par le CEA

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le CEA, le Titulaire prête assistance au CEA :

- Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le CEA en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);
- Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement européen sur la protection des données, doivent figurer dans la notification du CEA, et inclure, au moins :
 - La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - Les mesures prises ou les mesures que le CEA propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

- Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement européen sur la protection des données, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

3.6.2. *Violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire*

En cas de violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire, la notification faite au CEA contient au moins :

- Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

3.7. **Mesures de sécurité**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable)	<p>Dans son travail de développement et de qualification nécessitant un accès à des données à caractère personnel, le Titulaire doit privilégier l'utilisation de données pseudonymisées, anonymisées ou synthétiques.</p> <p>Les modes opératoires proposés par le Titulaire doivent privilégier l'utilisation de données pseudonymisées, anonymisées ou synthétiques, en particulier dans la gestion des demandes et anomalies.</p> <p>Dans les cas où le Titulaire applique des techniques d'anonymisation (Article 11 du RGPD) sur des Données afin de pouvoir appliquer des modes opératoires moins restrictifs, le Titulaire devra démontrer au CEA l'efficacité des techniques d'anonymisation proposées, notamment au vu des capacités de ré-identification inhérentes à l'usage d'intelligences artificielles.</p> <p>L'efficacité de ces techniques devra faire l'objet d'un suivi et d'une réévaluation annuelle.</p>
Chiffrement des données à caractère personnel	<p>Le chiffrement de la donnée est de la responsabilité du CEA.</p> <p>Dès lors que le Titulaire doit communiquer des données à caractère personnel en-dehors de la base de données (notamment mail ou échange de fichiers), les données devront utiliser le chiffrement Zed utilisé par le CEA.</p>

Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données	(A compléter par le Titulaire ⁶ , inclure mesures organisationnelles : formation, politiques, procédures et modes opératoires)
Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	Non applicable. A la charge du CEA.
Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité	(A compléter par le Titulaire, notamment pour les mesures organisationnelles et la sécurité des développements réalisés)

3.8. Sort des données

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

3.9. Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique au CEA **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Le Titulaire désigne un correspondant RGPD de proximité pour le périmètre des Traitements réalisés pour le compte du CEA afin de servir d'interlocuteur.

Le correspondant doit être un interlocuteur unique en capacité de mener les activités de conformité à l'échelle de toutes les entreprises intervenant dans l'activité, notamment Sous-traitants ultérieurs et membres de groupement le cas échéant.

Le correspondant doit détenir une **certification** sur le périmètre de ses activités RGPD. Cette certification doit avoir été obtenue auprès d'un organisme de formation certifié par la CNIL.

Afin d'éviter les situations de conflit d'intérêts, ce correspondant doit être différent de celui ou ceux associés aux activités liées à la sécurité de systèmes d'information, par exemple RSSI ou ASSI.

Pour le CEA,

- Déléguée à la Protection des Données : Laure FLAMAND DE LESTAPIS, dpd@cea.fr
- Correspondant RGPD de proximité : Dmitri VOITSEKHOVITCH, rgpd-dsi@cea.fr

Pour le Titulaire,

- Délégué à la Protection des Données :
- Correspondant RGPD de proximité :

⁶ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentification-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

3.10. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le Titulaire doit mettre à disposition du CEA un registre des activités de Traitement réalisées pour le compte du CEA ou dans le cadre de sa relation contractuelle avec le CEA. Ce périmètre inclut aussi bien ses activités en tant que Controller que Processor.

Ce registre doit notamment :

- Présenter les informations exigées au titre de l'Article 30, paragraphe 2 du RGPD ;
- Inventorier les Traitements dans lesquels le sous-traitant intervient ;
- Identifier les Données traitées par le sous-traitant dans chaque Traitement ;
- Identifier les Sous-traitants ultérieurs intervenant dans chaque Traitement le cas échéant ;
- Documenter la gestion du cycle de vie de la donnée, notamment le respect des durées de conservation et la prise en compte des contraintes d'archivage intermédiaire et permanent définies par le CEA ;
- Documenter les mesures de sécurité techniques et organisationnelles définies par le CEA et leurs modalités de mise en œuvre concrètes ;
- Cartographier les flux des Données entre les Traitements dont la mise en œuvre est à la charge du marché d'infogérance.

Le registre de traitement doit être mis à disposition du CEA en permanence.

Les exceptions à la tenue d'un registre de traitements prévues dans l'Article 30 paragraphe 5 du RGPD ne sont pas applicables au présent marché.

3.11. **Documentation**

Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4. **Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire**

Le CEA s'engage à :

- Fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.



ANNEXE 5 – PLAN CONTRACTUEL DE SECURITE

